

DÉLIBÉRATION N°CR 2022-014

DU 16 FÉVRIER 2022

PLAN RÉGIONAL POUR UNE NOUVELLE ÉTAPE EN FAVEUR DE LA LAÏCITÉ ET DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET POUR LA PRÉVENTION DE LA RADICALISATION EN ÎLE-DE-FRANCE

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CR 143-16 du 8 juillet 2016 modifiée portant sur les engagements des grands réseaux associatifs et sportifs dans la défense de la laïcité, des valeurs de la République, et dans la prévention de la radicalisation ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022.

VU l'avis de la commission des sports, de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CR 2022-014 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Met en œuvre les conclusions du rapport de M. Gilles Clavreul « Quatre ans après la Charte : Pour une nouvelle étape en faveur de la laïcité en Région Ile-de-France » avec :

- la création d'une cellule régionale de veille et d'appui « Laïcité et valeurs de la République » placée auprès du directeur général des services ;

- l'établissement d'un plan de mobilisation du secteur associatif en faveur de la laïcité : instauration de rendez-vous périodiques avec les associations sur la laïcité, banalisation des visites sur place de la cellule de veille et d'appui et lancement d'un appel à projet spécifique conformément aux dispositions de l'article 2 de la présente délibération ;

- la mise en place de formations dans le cadre d'un plan « Tous formés à la laïcité » en direction des conseillers régionaux et des personnels du siège et des lycées.

Article 2 :

Approuve les nouvelles orientations de l'action régionale en faveur de la défense du principe de laïcité, des valeurs de la République et la prévention de la radicalisation.

Adopte le règlement d'intervention du dispositif « Affirmer le principe de laïcité, les valeurs de la République et prévenir la radicalisation » figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Approuve la convention-type du nouveau dispositif susvisé, telle que présentée en annexe 2 à la présente délibération.

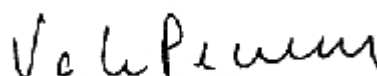
Article 3 :

Délègue à la commission permanente toute modification du règlement d'intervention et de la convention-type précitée.

Article 4 :

Abroge l'article 2 de la délibération n° CR 143-16 du 8 juillet 2016 modifiée portant sur les engagements des grands réseaux associatifs et sportifs dans la défense de la laïcité, des valeurs de la République, et dans la prévention de la radicalisation.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 16 février 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 16 février 2022 (référence technique : 075-237500079-20220216-lmc1141921-DE-1-1) et affichage ou notification le 16 février 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Règlement d'intervention "Affirmer le principe de laïcité, les valeurs de la République, prévenir la radicalisation"

REGLEMENT D'INTERVENTION : **AFFIRMER LE PRINCIPE DE LAICITE, LES VALEURS DE LA** **REPUBLIQUE ET PREVENIR LA RADICALISATION**

1. OBJECTIFS

En Île-de-France comme dans d'autres territoires de notre pays, les fondements du pacte social sont ébranlés par des replis communautaires, par la menace qui pèse sur les libertés individuelles, par des pratiques et des discours qui vont à l'encontre de la liberté de conscience et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Les événements de ces dernières années commis par des personnes radicalisées montrent la nécessité d'actions accrues sur les questions de laïcité, de défense des valeurs de la République et de prévention de la radicalisation.

La Région est engagée dans la défense des valeurs de la République, et dans la lutte contre la radicalisation – que celle-ci soit le fait de mouvements islamistes radicaux ou de mouvements de toute autre obédience – en se fondant sur le respect des principes de la République, qui repose sur le triptyque « Liberté, Égalité, Fraternité », et sur la laïcité, dans le respect des libertés individuelles.

Elle souhaite conforter cet engagement et :

- Mobiliser très largement **les partenaires publics et privés** autour de cette cause commune **et soutenir les acteurs en capacité de proposer des solutions sur le territoire francilien et sur les réseaux sociaux.**
- **Amplifier encore le réseau d'alerte des référents formés et outillés pour agir**, avec les acteurs du sport (CROS-IDF, Comité régionaux et Liges sportives, CDOS franciliens, clubs), les têtes de réseaux associatifs de jeunesse et d'éducation populaire, et l'étendre aux collectivités territoriales, en particulier les communes.

2. SOUTIEN REGIONAL EN FONCTIONNEMENT

2.1. SOUTIEN REGIONAL VIA UN APPEL A PROJETS

2.1.1. Actions éligibles

Le présent appel à projets vise à encourager l'émergence d'initiatives affirmant ou réaffirmant les principes et valeurs de la République, à lutter contre les discours extrémistes et les ambitions de faire prévaloir des normes religieuses sur la loi commune, à accompagner des moments de débat permettant d'ouvrir le dialogue et de sensibiliser les jeunes et les parents aux questions liées à la prévention de la radicalisation et des séparatismes.

Ces actions pourront être développées dans différents milieux (scolaire, sportif, associatif, carcéral, espace numérique, ...).

Pourront notamment être soutenues, au titre de cet appel à projets, des actions visant à :

A. Affirmer le principe de Laïcité, sensibiliser aux valeurs de la République, former à la culture républicaine

- Favoriser l'enseignement moral et civique, l'éducation aux symboles et aux valeurs de la République et de la laïcité, la connaissance des institutions républicaines (législatives, exécutives, administratives et judiciaires) ;
- Montrer l'apport des diverses cultures aux valeurs républicaines de la culture française et comment la laïcité accorde à chacun un droit égal à exercer librement ses croyances dans le respect de ce droit pour autrui ; créer des espaces d'échanges voire de débat autour de questions comme le fait religieux, la tolérance des croyances et des non-croyances, ainsi que le vivre ensemble ;
- Donner corps à l'histoire, en offrant des témoignages vécus d'un passé menacé par l'oubli. Maintenir, chez les jeunes, un esprit de tolérance et de compréhension mutuelle. Rappeler l'importance de la connaissance et de la compréhension de l'histoire. Fortifier l'apprentissage d'une citoyenneté active chez les jeunes ;
- Sensibiliser les jeunes aux phénomènes de radicalisation. Ce sujet, souvent abordé dans les médias, l'est moins sur le terrain en dehors du cadre scolaire sur des notions de civisme et d'éducation à la citoyenneté. La manière de présenter ce phénomène doit se fonder sur une approche professionnelle ;
- Revivifier le sentiment d'appartenance à la communauté nationale ; sensibiliser les jeunes au rôle des valeurs de la République dans la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et toutes formes de discriminations qui encouragent le repli sur soi, le séparatisme et la dévalorisation ; lutter contre le repli identitaire (actions éducatives, pédagogiques et transmission des valeurs) ;
- Engager les jeunes dans une démarche de réflexion-action sur le sens des valeurs citoyennes. Renforcer la dynamique d'échange et favoriser le rôle de ces jeunes en tant qu'acteurs et actrices de la citoyenneté locale et explorer les valeurs de l'engagement ;
- Mobiliser le programme des « grands témoins » ; construire un espace de transmission et d'échanges autour de témoignages de victimes du terrorisme ; informer les publics sur la réalité du terrorisme et ses répercussions concrètes.

B. Soutenir la parentalité

- Accompagner les familles en situation de fragilité ou de rupture dans le suivi et l'accompagnement de leurs enfants,
- Sensibiliser les parents aux phénomènes de radicalisation, favoriser les espaces d'échanges entre parents, mais aussi le dialogue entre les parents et leurs enfants.

C. Offrir un discours alternatif aux discours extrémistes

- Lutter contre les discours anti-républicains et offrir une alternative positive, notamment sur les réseaux sociaux, sur les écrans de télévision (films, documentaires) ou encore à travers le spectacle vivant ;
- Promouvoir les valeurs républicaines au travers de discours fondés sur la liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité, notamment en faveur de la jeunesse (mallettes pédagogiques, kits d'accompagnement, ...) ;
- Développer l'esprit critique sur les discours complotistes et les fausses rumeurs en soutenant les actions engagées notamment au sein des établissements scolaires, des médiathèques, des associations de proximité, ...

D. Renforcer une culture commune de la vigilance des acteurs impliqués dans la prévention de la radicalisation

- Faciliter la coopération des acteurs à l'échelle territoriale (espaces de discussion, d'échange et de construction, ...)
- Initier des diagnostics territoriaux centrés sur la thématique de la laïcité et de la lutte contre le repli identitaire ; réalisation « d'audits » sur les phénomènes de radicalisation ;
- Développer des actions de sensibilisation et de formations sur la prévention de la radicalisation. La formation est essentielle pour comprendre le phénomène, détecter des situations de radicalisation (signaux faibles), connaître le circuit de signalement ainsi que l'organisation administrative de la réponse publique.

E. Développer un sens critique et favoriser un usage raisonné de l'Internet

- Sensibiliser et éduquer aux médias et à l'information ; promouvoir une citoyenneté numérique ;
- Développer le sens critique des jeunes et l'éducation à la prise d'information ; faire comprendre les notions de construction et de validation d'une information qu'elle soit en texte, photo ou vidéo ; développer l'esprit et le sens critique des jeunes par rapport aux médias au sens large (télévision, journaux, réseaux sociaux, ...) et à la multitude d'informations véhiculées sur ces derniers ; permettre aux jeunes de passer de « consommateurs » de l'information et de l'actualité, à de véritables « acteurs » de la vie sociale mieux sensibilisés et avertis ;
- Aborder les questions de détournement et de manipulation de l'information, de l'image, de la vidéo ; sensibiliser au cyber-endoctrinement ;
- Favoriser les projets de lutte contre la radicalisation en ligne.

F. Permettre au fait religieux de participer à la culture républicaine, au vivre ensemble et à la cohésion sociale

Un fait religieux est un fait observable et vérifiable relatif aux religions comprises comme des activités humaines qui s'inscrivent dans un espace, une organisation, une histoire, une civilisation. La laïcité doit donc permettre l'enseignement du fait religieux tout en poursuivant naturellement l'objectif commun de respect des valeurs de la République.

- Faciliter la sensibilisation et le dialogue autour du fait religieux comme fait de société ;
- Créer des ressources pédagogiques dédiées.

2.1.2. Bénéficiaires

Les bénéficiaires sont l'ensemble des personnes morales de droit public, dont notamment les communes et leurs groupements, ainsi que les personnes morales de droit privé justifiant d'au moins un an d'existence et un exercice comptable achevé lors de la demande de subvention.

2.1.3. Modalités financières : dépenses éligibles et taux d'intervention

Les dépenses éligibles se composent de dépenses de fonctionnement exclusivement imputables à la mise en œuvre des projets retenus dans le cadre de ce dispositif. Les

dépenses pourront inclure notamment des frais administratifs, de communication, d'organisation, de personnel, uniquement dédiés au projet.

Les dépenses prises en compte sont les dépenses hors taxes, sauf si les bénéficiaires justifient qu'ils ne récupèrent pas, d'une façon ou d'une autre, en tout ou en partie, directement ou indirectement, la TVA.

La subvention régionale est fixée à 50% maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond fixé à 100 000 euros.

2.2. SOUTIEN REGIONAL VIA DES PARTENARIATS SPECIFIQUES

Le soutien financier aux projets pourra également s'inscrire dans le cadre d'un partenariat spécifique.

Hors appel à projets, la Région souhaite en effet mettre en place des partenariats, dans le cadre d'un financement spécifique de projets initiés particulièrement innovants et efficaces, d'un fort impact (portée large à l'échelle régionale au-delà d'actions plus localisées, en termes d'effectifs, de diversité des publics et de visibilité médiatique) sur le territoire francilien et/ou justifiés par un événement marquant.

Une convention annuelle ou pluriannuelle (de 3 ans maximum) avec ces partenaires sera alors mise en place permettant de décrire les engagements de chacune des parties et de suivre la mise en œuvre du dispositif qui contribuera à donner une plus grande visibilité aux actions entreprises.

Ces partenariats renforcés, limités au nombre de 6 par an, ont pour objet de compléter l'action régionale mise en place, de globaliser un accord avec un même acteur sur plusieurs actions pouvant relever de différentes politiques sectorielles régionales, et/ou de rendre plus visible l'action régionale.

Les bénéficiaires éligibles, les modalités de financement et les critères de cofinancements, sont les mêmes que ceux décrits aux points 2.1.2 et 2.1.3 de ce règlement d'intervention, à l'exclusion du taux maximal régional d'intervention qui pourra être porté à 75%.

2.3. DUREE DES PROJETS

Les projets devront démarrer à partir du vote en commission permanente, sauf autorisation exceptionnelle de démarrage anticipé, conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier en vigueur.

Ils seront annuels ou pluriannuels (3 ans maximum).

Les subventions accordées dans le cadre du présent dispositif sont exclusives de tout autre soutien régional pour le même projet.

Aucun nouveau soutien financier ne sera apporté à un organisme qui n'aurait pas produit un compte-rendu intermédiaire, financier et qualitatif, à un projet en cours.

2.4. PROCEDURE DE SELECTION

Les dossiers **complets** adressés sur la plateforme des aides régionales seront pré-instruits par les services régionaux. Un seul dossier par structure sera accepté.

Seront pris en compte dans l'analyse du dossier :

- La présentation du projet comprenant le descriptif des actions précises, l'impact pour la Région, le plan de financement avec les partenariats en cours ou sollicités, le descriptif des moyens mis à contribution ;
- Le ciblage des publics les plus exposés ;
- Le niveau de qualification et l'expérience des intervenants ;
- Le caractère pluridisciplinaire de l'action (psychologique, éducative, ...) ;
- La qualité des partenariats avec les autres acteurs locaux.

Les projets sélectionnés seront soumis pour approbation à la Commission Permanente, seule compétente à décider du soutien régional dans la limite de la disponibilité des crédits.

Une fois la subvention attribuée aux organismes pour mener à bien leur(s) projet(s), une convention sera signée entre l'organisme bénéficiaire du projet et la Région.

2.5. ENGAGEMENTS DES CANDIDATS

Conformément à l'article 1 de la délibération **CR 08-16 du 18 février 2016**, tout bénéficiaire d'une subvention régionale s'engage à recruter au moins un stagiaire pour une période minimale de deux mois.

Toute personne morale de droit privé, bénéficiaire d'une subvention régionale, s'engage également, conformément à la délibération n° **CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée** adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, à respecter et promouvoir cette dernière, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

2.6. CONTROLE ET EVALUATION DU SOUTIEN REGIONAL

Le contrôle d'exécution des projets sera effectué sur le fondement des règles régionales en vigueur, et notamment, le respect des règles prévues par le Règlement Budgétaire et Financier, au vu de :

- la convention signée entre la Région et le bénéficiaire ;
- la remise de compte-rendu d'étape et de compte-rendu définitifs, sur la base des critères et indicateurs définis entre le bénéficiaire et la Région, et accompagnés des pièces justificatives qui conditionnent le mandatement des crédits.

Annxe 2 : Convention type laïcité, valeurs de la République, prévention radicalisation

CONVENTION N° Subvention en fonctionnement Dossier XXX

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération CR2022-014 du 16 février 2022,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **XX**
dont le statut juridique est : **X**
N° SIRET : **XX**
Code APE : **XX**
dont le siège social est situé au : **XX**
ayant pour représentant **XXXX**
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du « **Plan pour l'affirmation du principe de laïcité, des valeurs de la République et pour la prévention de la radicalisation** » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CRXXXX-XX du 16 février 2022.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée, et des conditions suivantes.

Les conventions pluriannuelles participent au soutien de programmes biennaux ou triennaux eux-mêmes décomposés en projets/actions annuels. L'ensemble des modalités ci-dessous s'entendent par projet/action

Si régime
« Aide
d'Etat »
renseigné

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : **REGIME D'AIDE**
Relatif à : **SIGLE**

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°XXX du XXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir **XXX** pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : **XXX** (référence dossier n°XXXXXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **XXX%** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **XXXXXX** €, soit un montant maximum de subvention de **XXXXXX** €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Si régime
« Aide
d'Etat »
renseigné

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : **REGIME D'AIDE**
Relatif à : **SIGLE**

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation de la réalisation du projet ou du programme (convention pluriannuelle), sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région un bilan qualitatif et quantitatif du projet subventionné (description précise des actions menées, types de bénéficiaires, nombre de bénéficiaires directs et indirects...). Cette évaluation est réalisée annuellement pour les programmes pluriannuels.

Le bénéficiaire s'engage à participer aux rencontres régionales sur la thématique concernée par le projet.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 ou 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter ☒ stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 ou 2.4 ou 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements

fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informez la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informez la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

SI
recrutement
stagiaire(s)
(nb > 0)

Informez la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Convention pluriannuelle : avant la mise œuvre des années 2 ou 3 du programme soutenu, la Région vérifiera que lesdites informations lui ont bien été communiquées.

ARTICLE 2.4 ou 2.5 ou 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Pour tous les événements organisés à l'aide de la subvention régionale (première pierre, inauguration, manifestation), le bénéficiaire est tenu de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation...). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation des actions de communication liées à l'exécution de la convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale. Pour exemple : autorisation de prise de vues/tournage, apposition de drapeaux, banderoles visant à assurer la visibilité régionale...

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la convention. Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

SI taux de
subvention
supérieur
ou égal à 50

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

SI tiers pmd
PRIVE

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

Cette demande d'avance peut être effectuée dans la limite de 40% de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

SI tiers
personne
morale de
droit
PUBLIC

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

SI signature
charte VRL

SI
recrutement
stagiaire(s)

Le versement du solde est également subordonné à la production de ☒ justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

SI tiers
personne
morale de
droit
PRIVE

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

SI signature
charte VRL

- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

SI
recrutement
stagiaire(s)

- ☒ justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Il est précisé, pour tous les bénéficiaires, que le compte-rendu d'exécution narratif devra détailler la réalisation de l'action : le mode d'évaluation et les indicateurs utilisés, la méthodologie appliquée pour atteindre l'objectif attendu, les types de bénéficiaires, le nombre de bénéficiaires directs et indirects, et une évaluation de son impact. Ce compte-rendu sera complété le cas échéant de tout autre justificatif (articles de journaux ou photos témoignant de l'action, flyers et plaquettes, liste mentionnant les dates et lieux des manifestations, programme et CD Rom...).

Pour les conventions pluriannuelles, les dispositions financières s'appliquent annuellement.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **XXX** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **XXX**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale (ou solde de la subvention de la dernière année d'exécution du programme pour une convention pluriannuelle) ou à défaut par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

Convention pluriannuelle : Les années 2 et 3 des programmes doivent obligatoirement faire l'objet de la signature d'un avenant qui fixera le montant de la subvention de l'action N+1 ou N+2 validé par la

commission permanente. Le projet/action de l'année écoulée devra être soldé selon les modalités prévues par la convention avant toute continuité du programme.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

SI signature
charte VRL

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

SI tiers
PRIVE
+ SI
recrutement
stagiaire(s)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

tiers
PUBLIC SI
recrutement
stagiaire(s)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°**XXX** du **XXX**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le XX / XX / XX

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le / /

Le bénéficiaire
XXXXXXXXXXXX